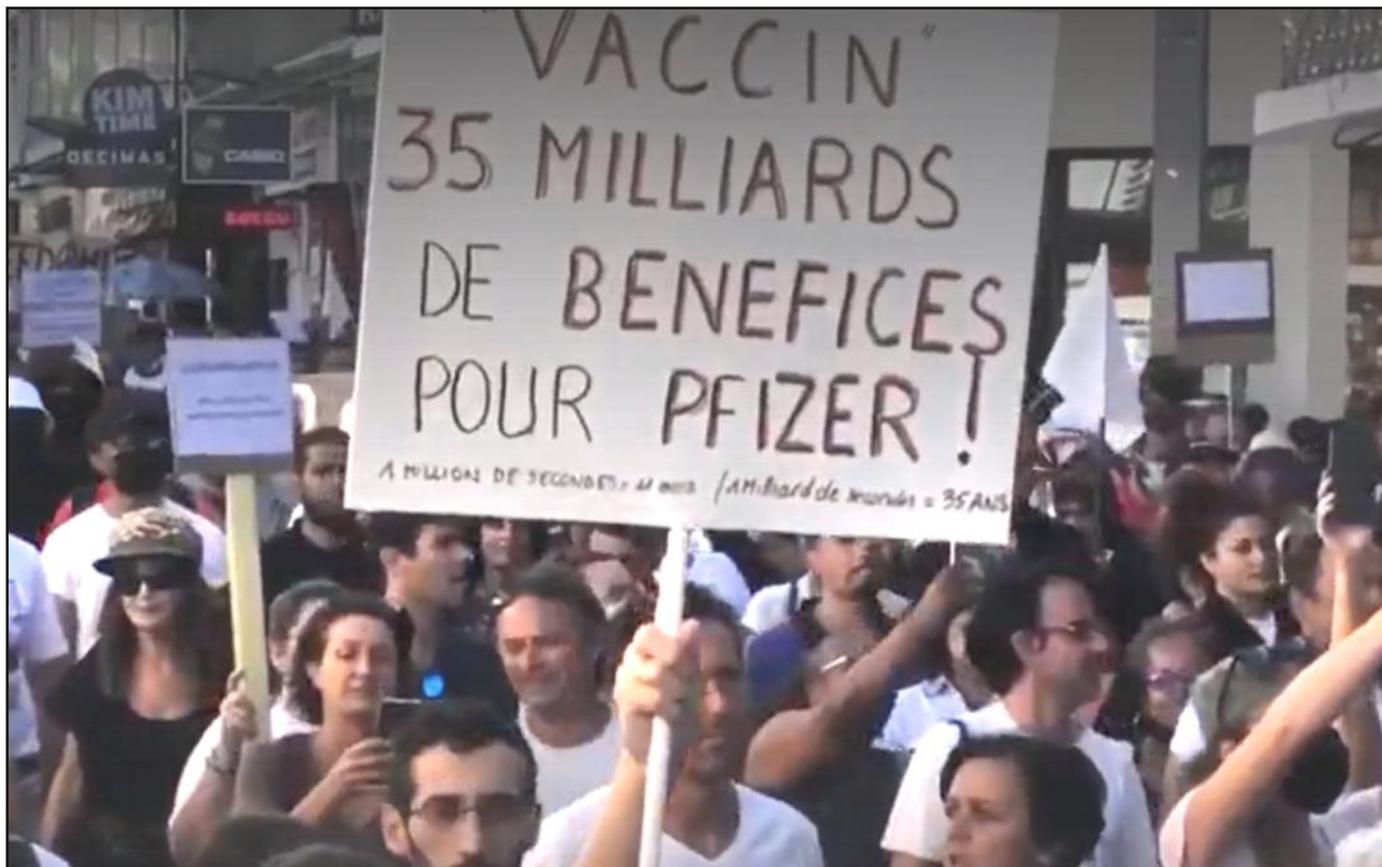


Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19914 - 77ÈME ANNÉE

Des milliers de Réunionnais exaspérés marchent contre la politique du gouvernement



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à La Réunion notamment dans deux importants défilés à Saint-Denis et à Saint-Pierre contre la gestion de l'épidémie par Paris, origine de la crise sanitaire à La Réunion, et contre les projets de baisse du montant des retraites et des indemnités chômage du gouvernement. Cette mobilisation sans précédent depuis les gilets jaunes appelle à remettre à plat une politique qui s'attaque à la fraternité réunionnaise, divisant la société en deux camps que les mesures prises par Paris montent les uns contre les autres. Samedi, les Réunionnais ont dit « non » à la division et « oui » à l'union de nos divers-

tés, richesses de la résistance du peuple réunionnais aux décisions qui compromettent son avenir.

Samedi, l'appel à la mobilisation contre la politique du gouvernement a été un succès. Lancé sur Internet, il visait à dénoncer la gestion de l'épidémie de coronavirus par Paris, responsable de l'introduction de la COVID-19 et de plusieurs de ses variants à La Réunion et donc à l'origine de la crise sanitaire qui a déjà fait plus de 200 morts du coronavirus, nombre sans équivalent dans la région. Les rassemblements de samedi protestaient aussi contre un reconfinement de la population à

cause d'une épidémie d'une intensité sans précédent alors que le virus ne circule quasiment plus dans tous les pays voisins de La Réunion ; et contre une division de la société selon le consentement à participer ou pas à une campagne de vaccination qui est aussi une expérimentation médicale, car aucun des médicaments injectés n'a reçu une autorisation définitive de mise sur le marché et aucun ne remplit la mission qui lui est fixée : rendre impossible l'infection et la transmission de la COVID-19 par une personne vaccinée. La lutte contre la gestion désastreuse par Paris de l'épidémie de COVID-19 à La Réunion n'était pas le seul mot d'ordre. Des

milliers de Réunionnais ont aussi marché contre la politique de casse sociale du gouvernement et notamment ses projets de « réformes » des retraites et de l'assurance chômage qui visent à réduire les droits des retraités et des chômeurs afin que de diminuer la contribution des plus riches au fonctionnement d'une société qui leur permet légalement de bénéficier d'un tel train de vie.

Pourquoi avoir laissé le coronavirus contaminer La Réunion ?

Deux importantes manifestations ont eu lieu à Saint-Denis et à Saint-Pierre et ne comprenaient pas seulement des citoyens de ses communes. Ils ont donc été nombreux samedi à braver l'interdiction de se déplacer dans un rayon de 5 kilomètres. Une telle mobilisation est sans précédent depuis les gilets jaunes. Et à Saint-Denis, des affrontements ont eu lieu. Des manifestants ont été gazés tandis que des policiers recevaient des galets : voilà le résultat de la gestion de l'épidémie de coronavirus à La Réunion par Paris.

Rappelons que dans tous les autres pays de notre région, le coronavirus ne circule plus ou alors très peu. C'est le résultat d'une mesure de bon sens : la réduction drastique du trafic aérien et le contrôle très strict des nouveaux arrivants. Aucun pays de notre région n'a accueilli depuis le début de la pandémie jusqu'à 30 vols par semaine en provenance de l'Europe, un des épïcêtres mondiaux

de la pandémie de COVID-19 et de ses variants. Compte tenu de l'absence de test et de quarantaine obligatoire à l'arrivée, il était certain que l'accumulation des cas importés allait déclencher la catastrophe actuelle, comment les autorités sanitaires d'un des pays les plus riches du monde ont pu laisser faire la contamination de La Réunion ? Quel était le but recherché ?

Car cela a logiquement débouché sur une épidémie sans précédent et une mise sous tension des services de réanimation alors que la campagne de vaccination a débuté depuis 7 mois et que plus de 25 % de la population est éligible au Pass Sanitaire grâce à sa participation à l'expérimentation médicale en cours.

Résistance à la politique de division permise par le Pass Sanitaire

La suppression du Pass Sanitaire cristallise les revendications. En échange de son consentement à une expérimentation médicale, une personne peut avoir des droits supplémentaires, notamment celui de ne pas être menacée d'être jetée au chômage si le Pass Sanitaire est obligatoire sur son lieu de travail.

La détention de ce document doit aussi permettre d'accéder à tous les lieux publics et aux transports. La seule limite fixée par les parlementaires est de conditionner le Pass Sanitaire obligatoire à l'état d'urgence sanitaire. Comment réagira la population française si

cette mesure est appliquée ? Manifestement, La Réunion est le lieu idéal d'une expérimentation grandeur nature de ce dispositif puisque le territoire est un département français sous état d'urgence sanitaire avec des restrictions de déplacement pour tout le monde. Il est alors tentant d'ouvrir tous les commerces, bars, restaurants et cinéma uniquement aux titulaires du Pass Sanitaire et de maintenir les restrictions pour les autres.

Samedi, la réponse de milliers de Réunionnais a été claire : pas question de se prêter à cette politique de division visant à monter une partie de la population contre l'autre pour faire passer tranquillement pendant ce temps d'importantes mesures contre les droits des travailleurs : baisse du montant des pensions de retraite, casse du statut de la fonction publique qui avait été mis en œuvre notamment par les communistes pour lutter contre la corruption, diminution des indemnités versées aux Réunionnais exclus du droit au travail reconnu par la Constitution.

A l'opposition entre vaccinés et non vaccinés à laquelle conduisent les décisions de Paris, c'est le choix du respect de la fraternité entre Réunionnais qui a été réaffirmé.

Après le succès de ces mobilisations, d'autres manifestations sont à l'ordre du jour. Paris va-t-il négocier ou continuer à enfoncer La Réunion dans la crise sanitaire qui a été importée par sa politique ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Réserve naturelle des Glorieuses : la protection de la biodiversité au service de l'impérialisme français

La France a créé une réserve naturelle dans les îles Glorieuses, un archipel français de l'océan indien revendiqué par Madagascar. Objectif officiel ? Préserver la biodiversité. Il s'agit plutôt de garder la main sur une zone d'importance géostratégique mondiale.

Le 26 juin 1960 le drapeau tricolore français céda la place à celui de Madagascar, indépendant après plus de soixante-cinq ans d'occupation, la rétrocession ne fut pas totale. La France maintenait son grappin sur quelques îles avoisinantes, notamment celles des Glorieuses, situées au nord-ouest de la « Grande Île », dans le canal du Mozambique. Pourtant, la résolution 34/91 des Nations unies (12 décembre 1979) invitait « le gouvernement français à entamer sans plus tarder des négociations avec le gouvernement malgache en vue de la réintégration des îles précitées [les Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassa da India], qui ont été séparées arbitrairement de Madagascar ». Même le rappel, une année plus tard, de la violation de la souveraineté territoriale de Madagascar au travers de la résolution 35/123 des Nations unies, qui souligne, « avec regret, que les négociations envisagées dans [la] résolution 34/91 [...] n'ont pas été engagées », n'y a rien changé.

En octobre 2019, foulant le sol de la Grande Glorieuse, Emmanuel Macron affirmait la volonté de l'Élysée de classer cette île en réserve naturelle nationale ainsi que les eaux qui l'entourent. Il faut être bien naïf, pour ne voir dans cette déclaration du président français que de l'altruisme vert.

Car les intérêts que défend la France en occupant ces territoires vont bien au-delà de la sauvegarde des espèces endémiques. Pour le comprendre, il faut se souvenir que l'occupation par la France des îles Éparses (dont font partie les Glorieuses) lui octroie le contrôle de quelques 640 000 km² de mer, qui s'ajoutent aux quelques onze millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive qu'elle détient déjà – ce qui fait d'elle la détentrice de la plus importante zone maritime au monde, devant les États-Unis.

Cela lui confère le pouvoir sur les ressources halieutiques, et soulève aussi la question des réserves maritimes d'hydrocarbures. Selon une étude de l'United States Geological Survey (USGS), le canal du Mozambique, où se trouvent les îles Éparses, contiendrait d'importantes réserves d'hydrocarbure et de gaz naturel. Certes, le gouvernement français a acté, en février 2020, la fin des forages en mer. Mais son soutien à Total, qui exploite l'important gisement gazier de Cabo Delgado au nord du Mozambique, dit bien autre chose. Le positionnement militaire y est crucial car les enjeux géostratégiques sont majeurs. Selon le site Advancing Earth and Space Science, l'océan Indien serait celui qui subirait la densité de trafic maritime la plus importante, avec une augmentation d'activité de plus de 300 % sur les vingt dernières années. D'ailleurs, le projet farouche de « nouvelle route de la soie » de la Chine passe essentiellement, dans sa version maritime, par l'océan Indien, et la nécessité des puissances occidentales de barrer la route à l'expansionnisme chinois n'est un secret pour personne.

L'utilisation des arguments de sauvegarde de la biodiversité pour des desseins stratégiques et géopolitiques n'a rien de nouveau. La République de Maurice a d'ailleurs failli en faire les frais avec la tentative avortée de la Grande-Bretagne de transformer les eaux territoriales de l'archipel des Chagos en aire maritime protégée. Il est certain que la réserve naturelle des îles Glorieuses a pour but de marquer la domination française sur le canal du Mozambique, plus qu'à protéger la biodiversité sur ces îles. Les Nations Unies ont tranché le conflit territorial depuis 1979, mais la France refuse d'appliquer le droit international. Le gouvernement malgache saura très bien défendre la biodiversité sur ces îles faisant partie de son espace géographique. Il est toujours aussi nécessaire de faire de l'Océan Indien une zone de Paix.

« La tolérance n'a jamais excité de guerre civile, l'intolérance a couvert la terre de carnage » – Voltaire

David Gauvin

Oté

Mwin pèrsonèl mi wa pa d'ote solission ké sa, mé fèrè é dire la pad itou lo même zafèrè

Mézami, mi koné zot i suiv laktyalite lanvironeman, a titré, é pa arienk zordi é mwin lé sir galman la nouvèl nou la aprann somenn issi lé pa fé pou kontante anou. Kossa nou l'aprann ? Dann télé, dann zoinal, in pé dann toute landroi i anparl pa arienk lo shien krazé konm i di nou l'aprann nou la mète sète moi pou konsome toute noute bande rossours pou l'ané.

Mézami si ni kalkil toute dépanss ni sava fé pou noute bézoin pandan inn ané, kan v'ariv trantéin déssanm, lé possib i rèss arpi nou arien. Lé pa dramatik pars landomin ni komanss in nouvèl ané é ni èspèr, l'ané ki vien sar konm l'ané k'i fini ; in bon lékilib rante noute dépnss épi noute rossours. La pa in gran zafèrè, mé sa i doi éspass konmsa shak ané pou la plipar d'moune..

Mé kossa ni diré si kan i ariv 31 zilyète nou la fine dépanss pou l'ané ? Ni diré, koman ni sava fé pou ariv trantéin désanm ni diré noute poi lé o fé é ni oi pa koman ni sava fé pou fini l'ané si dann sète moi nou la dépanss pou douze. Zot la konprann amwin, mi parl an parabol é tazantan in konvèrsassiananr parabol lé pa si mové ké sa.

La vérité sé koi, la réalité d'térin sé

koi ? Sinploman ké toute demoun i viv dsi la tèrè néna in kantité rossours pou dépanssé é pou konsomé é ké si nou-la popilasyon la tèrè-si nou la fine tliz toute noute rossours lané an 7 moi, ni pa mor noute toute mé ni manz a krédi ziska la fin d'lané é nou nora ankor pliss difikilté pou l'ané proshène é domoune maléré nora ankor pou soufèrè pliss l'ané proshène. Sa sar vré ané pou ané, épi sirman dramatik si i kontinué konmsa.

Alor kèl solission ? Ni produi pluss, mé lé pa touzour possib an touléka dopi kék dizène zané, é néna plizanplis demoun pou okipé. Donk la pa in bon solission ! Evite lo gaspiyaz ? Sa i pé z'ète in bon solission, mé pé s'fèr sar pa sifizan. Alor i fo rovoir noute prodiksyon épi noute konsomassion pou rovnir in méyèr lékililib – ni pé apèl in lékililib vital pars la vi d'moune dsi la tèrè i dépende sa.

Mwin pèrsonèl mi wa pa d'ote solission ké sa, mé fèrè é dire la pa lomème zafèrè.

Justin